L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 24 JUILLET 1878.

51me Année

DUBUCLET D'AUTERIVE,
Propriétaire-Editeur.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI 24 JUILLET 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par G. Valentin, à l'entrepôt des rues Bourbon et Hospital, fonds de groceries.

AVIS.

Aucune annonce de nature politique n'est admise à moins qu'elle ne soit payée d'avance.

LE COMITÉ POTTER.

Bien que nous n'ayons pu suivre dans tous ses détails l'enquête faite par le sous-comité Potter, à Washington, nos propres dépêches télégraphiques nous ont fourni des informations assez régulières et assez exactes pour que nous puissions nous former une juste opinion à ce sujet. Nous remarquons que l'investigation sur les retours de la Floride n'a pas duré longtemps; elle a été presque aussi vite terminée que commencée, car dès le début, dans la première séance, il a été prouvé qu'on avait substitué de faux retours aux retours véritables et que la commission était autorisée et possédait de s'éclairer sur ce point à entendre un infâme déni de justice. Il a été prouvé aussi, dès le début, que M. Noyes, le représentant de M. Hayes en cette affaire, de M. Hayes qui, par reconnaissance, a fait de son digne ami un représentant diplomatique des Etats-Unis en France, avait joué en Floride le même rôle que Stanley Matthews et Sherman ont joué en Louisiane.

Si donc il y avait un tribunal d'appel, un tribunal désintéressé, devant lequel la contestation électorale pût être portée, le résultat n'en serait pas douteux, et M. Hayes ne l'étendrait pas. Il serait le premier à dire : Je reconnais que mon élection est mensongère, que la fraude seule m'a porté à la place que j'occupe et qui ne m'appartient pas. En conséquence, je donne ma démission." L'investigation si courte sur l'élection présidentielle en Floride est suffisante pour assurer le changement en question. M. Tilden serait aujourd'hui le vrai Président des Etats-Unis et la conscience publique serait satisfaite.

Mais à défaut de la Floride, à supposer que les faits de fraude dénoncés n'existent pas été établis en cet Etat, nous avons la Louisiane. Là, il n'y a pas seulement une preuve, deux preuves, trois preuves ; il y en a des centaine, il y en a des milliers. Autant de témoins appelés devant le comité d'enquête, autant de démolisseurs de l'élection de M. Hayes. On se sent pris de honte pour les Etats-Unis quand on lit ces dépositions, et l'on se demande à chaque instant s'il n'y a pas assez de fraudes constatées pour en appeler à la conscience du peuple. Un journal de Washington, le *Post*, faisant au résumé des dépositions reçues seulement par le comité Potter est arrivé aux conclusions suivantes que nous reproduisons sommairement pour écourter une instruction dont le public commence à être fatigué, bien qu'il y mette tout son courage et que ce courage soit soutenu par son indignation. Le *Post* trouve donc qu'en mettant de côté l'Etat de la Floride, qu'aucun homme honnête ne saurait nier avoir été volé, et en ne prenant que la Louisiane pour sujet de considération, l'investigation du comité Potter a prouvé :

1. Qu'une conspiration a été faite par certains membres républicains ayant pour objet la défaite d'élection dans les paroisses d'est-Feliciana Etats et autres paroisses démocratiques.

2. Que le fait de l'absence des votes républicains dans les opérations du collège électoral d'Est-Feliciana n'est pas dû à l'intimidation, comme cela a été allégué, mais qu'il faut l'attribuer au conseil donné par Anderson aux meneurs républicains de ne pas voter, l'absence des votes devant avoir un meilleur effet que tous les affidavits du monde.

3. Que pendant une période de deux jours après l'élection, les meneurs républicains ont avoué et admis que Tilden et Nicholls avaient emporté l'Etat par une forte majorité.

4. Que lorsqu'il devint évident que l'élection de Hayes dépendait du résultat en Louisiane, des combinaisons déshonorées furent faites dans le but d'annuler la volonté du peuple telle qu'il l'avait exprimée aux polls.

5. Que conformément à ce plan des protestations forgées et altérées suivant le besoin de l'occasion, furent faites pour les paroisses d'Est et d'Ouest-Feliciana, et que par ce moyen une majorité démocratique de plus de 2000 fut changée en une majorité républicaine de 500.

6. Que des promesses de récompense faites par John Sherman et d'autres empêchèrent les inspecteurs d'élection dans ces paroisses de révéler et d'exposer les fraudes.

7. Que le 27 novembre, quand le Bureau des Retours se mit à faire le sommaire du résultat de ses travaux, il fut découvert que si Packard et une Législature républicaine étaient élus, Hayes avait été battu.

8. Qu'après cette date, et afin d'assurer le vote électoral à Hayes, de fausses protestations furent fabriquées pour Richland et diverses paroisses, et les retours de Lafayette et Fausses paroisses furent changés pour augmenter le chiffre du vote républicain.

9. Que des affidavits portant des noms écrits et des noms d'hommes morts furent fabriqués à la Douane, et que sur ces affidavits fictifs plus de démocrates furent rejetés.

10. Que les actes ci-dessus mentionnés étaient connus de quelques-uns des "hommes d'Etat visiteurs" qui les approuvèrent.

11. Que le vote électoral de l'Etat, tel qu'il fut compté devant les deux chambres du congrès, n'était qu'une mystification.

12. Que John Sherman, actuellement secrétaire du Trésor, et à l'époque le représentant personnel de M. Hayes, a connu le crime de subornation et de parjure.

13. Qu'il prétait protection et récompenses aux principaux meneurs dont la coopération était nécessaire à l'accomplissement de la fraude.

14. Que le faux président, en remplaçant les promesses de Sherman et de Noyes, a récompensé avec des places tous les coquins qui ont aidé au crime en Floride et en Louisiane.

15. Que Stanley Matthews, sénateur républicain de l'Ohio, et le juge Harlan, de la Cour Suprême, avaient une connaissance complète des transactions frauduleuses par lesquelles le vote de la Louisiane a été volé et qu'ils étaient personnellement intéressés eux-mêmes à ce que les criminels fussent protégés et récompensés.

16. Que le sénateur Morton et le général Garfield, tous deux membres de la Commission Electorale, savaient parfaitement que l'Etat de la Louisiane pour Hayes, que ce vote était une fabrication et un faux.

17. Que le sénateur Kellogg, qui avait aidé à la fabrication des retours de la Louisiane, était depuis rendu complice d'une subornation de témoins.

18. Que pas un des criminels, qui ont participé au conflit le plus colossal de l'époque, n'ait été puni ; mais que tous, excepté deux sur plus de cent, ont été pourvus de places sur la demande ou l'ordre direct de M. Hayes, et dans quelques cas, sur une intervention persistante et continue.

A peu d'exceptions près, ces faits sont prouvés, indépendamment des témoignages d'Anderson ou de Weber, bien que le comité d'enquête ne soit pas au bout de ses travaux. Et cependant, la réquisitoire est terrible, tout basé qu'il est sur les dépositions reçues seulement à Washington. Il est corroboré par tous les témoignages reçus ici devant le sous-comité. Et, certes, les témoins appelés et autendus font nombre déjà, et tous ces témoins sont pour la plupart républicains. Ils avouent qu'ils ont signé ou marqué des papiers qu'ils ne connaissaient pas ou dont ils ignoraient le contenu. Et maintenant qu'on leur lit ce qu'ils ont signé, la répondent très naturellement qu'ils n'ont jamais fait de telles dépositions. Ils vous plus loin et déclarent qu'on ne leur demandait pas ce qu'ils savaient ou ignoraient, mais qu'après leur marque écrite ou supplissait les blancs suivant les besoins de la cause. Ainsi faisait-on à l'égard d'une paroisse, et ainsi de cette paroisse on suffisait pas pour l'appoint, on faisait de même à l'égard d'une seconde, puis d'une troisième et d'une quatrième, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on fut arrivé au chiffre requis pour composer une majorité républicaine. On dit que les investigateurs républicains veulent faire entendre des témoins sur l'intimidation même. Nous ne le leur conseillons pas. La défaite serait encore plus signalée. Ce serait pour eux un véritable désastre.

RÉSOLUTION.

Nous n'avions pas trouvé dans la série [illegible] le 13 juillet par le parti démocratique républicain, la résolution suivante, comme aussi douée par républicains [illegible] comme aussi douée par républicains [illegible] comme aussi douée par républicains [illegible]